

# La dette publique de la France touche un nouveau sommet, à 117,4 % du PIB

 Le ministère de l'économie et des finances, à Paris, le 15 juillet 2025.

*Le ministère de l'économie et des finances, à Paris, le 15 juillet 2025. ABDUL SABOOR/REUTERS*

Un avertissement sec. Comme une sirène retentissant dans les couloirs de l'Assemblée nationale pour rappeler le vrai sujet critique du moment. A l'heure même où 14 députés et sénateurs se retrouvaient à la recherche d'un improbable compromis sur le budget, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) a publié, vendredi 19 décembre, un chiffre spectaculaire, celui de la dette publique. En trois mois, la dette a encore gonflé de 65,9 milliards d'euros, pour atteindre 3 482 milliards d'euros fin septembre. Cette bombe financière peut-elle encore être désamorcée ? Au-delà du sort du gouvernement Lecornu, tel est bien l'enjeu des tractations budgétaires en cours.

Tic-tac, tic-tac... Cela fait cinquante ans que la dangereuse mécanique a été enclenchée. Cinquante ans que l'Etat, les collectivités locales et la Sécurité sociale dépensent plus d'argent qu'ils ne collectent de recettes. Tous les budgets sont en déficit depuis 1975. Pour couvrir la différence, le pays s'endette toujours davantage.

*« Ce ne sont pas seulement des dépenses exceptionnelles ou d'investissement qui sont financées par l'endettement, mais bien le fonctionnement courant de l'Etat et les dépenses de transfert liées à la redistribution ou aux assurances sociales »,* relève l'économiste Guillaume Hannezo [dans une note récente pour Terra Nova](#). Cette dette, *« c'est un crédit à la consommation qui couvre les dépenses de la semaine et ne prépare en rien l'avenir »*, commente également Nicolas Dufourcq, le patron de Bpifrance, la Banque publique d'investissement, dans *La Dette sociale de la France, 1974-2024* (Odile Jacob, 544 pages, 28,90 euros). Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Sur les marchés financiers, l'Italie désormais jugée aussi fiable que la France](#)

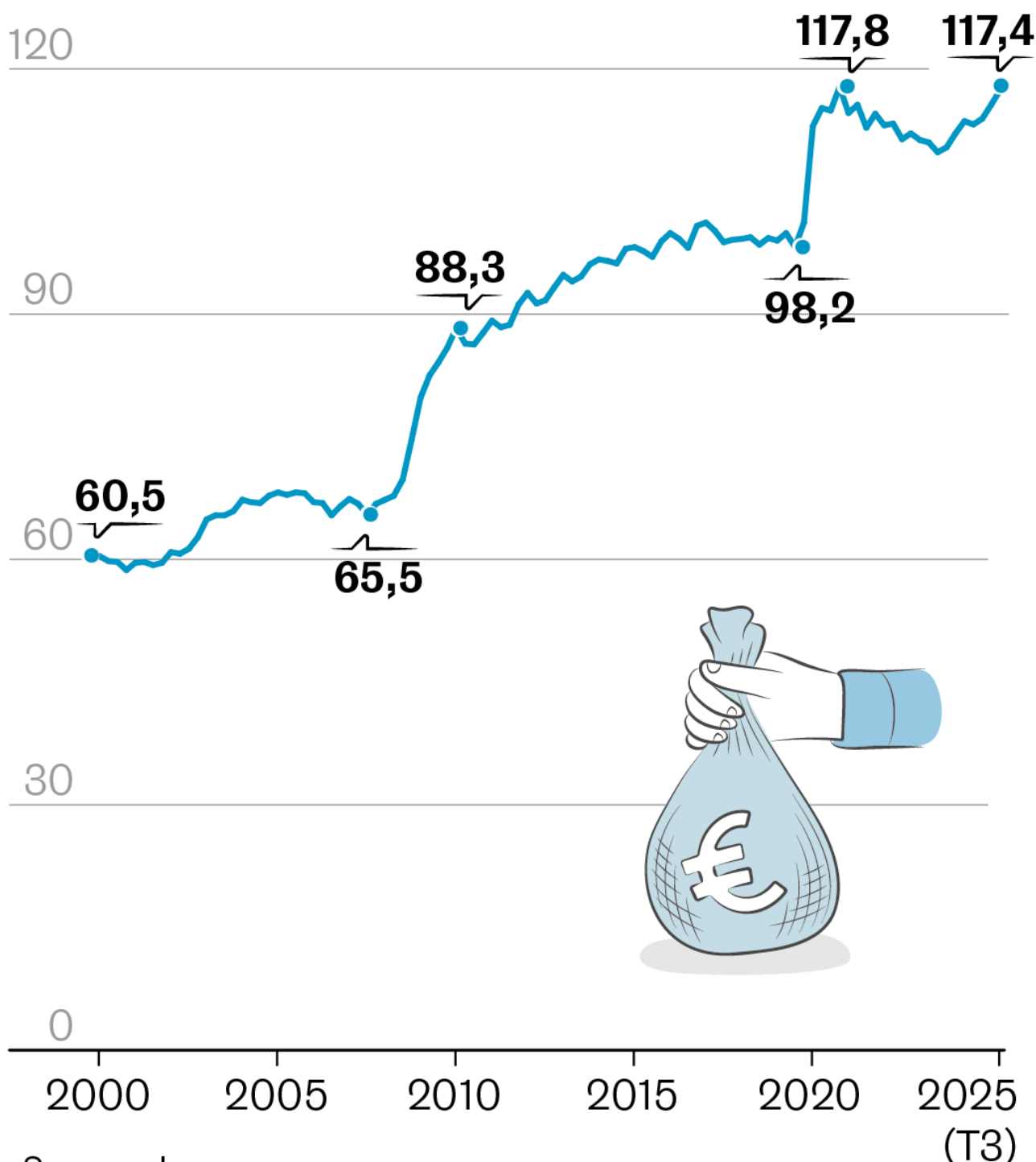
Le mouvement s'est aggravé ces dernières années. Alors qu'après avoir ouvert les vannes de l'argent public durant la crise du Covid-19, la plupart des pays les ont resserrées pour réduire leur taux d'endettement, la France n'y est pas parvenue. Son déficit a dérapé par rapport aux prévisions, il est le pire de toute la zone euro, et la dette a suivi. Les derniers chiffres de l'Insee sont marquants : en un an, la dette publique s'est alourdie de 181 milliards d'euros, soit 5,5 %, et rien ne semble freiner son augmentation.

## Menace pour la France

Plus important encore : cette dette grimpe plus vite que la richesse nationale. En 1980, elle ne pesait que 20 % du produit intérieur brut (PIB). Aujourd'hui, elle équivaut à 117,4 % du PIB, un record hors guerre ou pandémie. Elle dépasse dès à présent le taux de 115,5 %, qui avait été prévu pour la fin décembre dans le budget 2025, et se rapproche du sommet de 117,8 % touché début 2021, en plein Covid-19. La France figure ainsi au troisième rang des pays européens les plus endettés, derrière la Grèce et l'Italie.

Presque 3 500 milliards d'euros. Ce montant colossal n'est pas seulement un alignement de chiffres, difficile à se figurer. Il représente surtout une sérieuse menace pour la France, avec deux hypothèses susceptibles de se conjuguer : un lent étouffement budgétaire, une vraie crise financière.

# Dette des administrations publiques au sens de Maastricht, par trimestre, en pourcentage du PIB



Source : Insee

Infographie : *Le Monde*

Le premier risque est que le budget du pays se retrouve peu à peu phagocyté par le versement des intérêts à payer sur la dette. Le phénomène est déjà en marche. La charge de la dette mobilise dès à présent des ressources massives : environ 52 milliards d'euros en 2025, soit 8 % du budget de l'Etat. Cette facture a doublé depuis 2020. Elle devrait poursuivre son ascension, et atteindre 60 milliards d'euros en 2026, puis 77 milliards en 2028, selon Bercy.

La conséquence d'un triple mouvement. D'abord, le stock de dette sur lequel sont calculés les intérêts s'accroît. Faute d'un déficit maîtrisé, la dette tricolore devrait frôler 120 % du PIB en 2026, et 122 % en 2027, selon l'agence américaine de notation Kroll. Le Fonds monétaire international la voit même s'envoler à 129 % en 2030. Ensuite, les taux d'intérêt ont augmenté dans le monde entier ces dernières années. Enfin, par prudence, les investisseurs internationaux exigent désormais de la France des taux plus élevés qu'ailleurs. Ainsi doit-elle payer plus cher que l'Italie, la Grèce ou l'Espagne pour s'endetter.

## Crise financière

Au total, les seuls intérêts de la dette risquent d'absorber une part croissante du budget au fil des ans, contraignant le pays à tailler dans le reste des dépenses. Mais il y a pire que ce nœud coulant. C'est la crise financière. Dans ses scénarios pour 2026, la banque Saxo Bank suggère qu'elle pourrait survenir dès janvier.

Il suffirait d'une étincelle, par exemple d'une adjudication d'obligations du Trésor à laquelle les investisseurs, méfiants, ne souscriraient pas en nombre suffisant. En quelques jours, le taux d'intérêt demandé par les marchés pour acheter de la dette bleu, blanc, rouge pourrait passer de 3,5 % à près de 6 %, des niveaux jamais vus depuis deux décennies. Pour peu que la Banque centrale européenne refuse de venir à la rescousse, la situation pourrait dégénérer et la Bourse plonger.

Contraint de réagir dans l'urgence, le gouvernement réunirait alors dans la nuit un conseil de défense économique, et présenterait au petit matin un plan d'austérité incluant des privatisations et une nouvelle réforme des retraites, imagine Andréa Tueni, de Saxo Bank. Sa conclusion : « *Aucune dette, pas même celle de la France, n'est sacrée* », et les marchés peuvent soudain imposer les réformes que les politiques n'ont pas pu mener.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [La dette de la France bondit à 115,6 % du PIB, Sébastien Lecornu à son tour au pied de l'« Himalaya »](#)

Sur le marché mondial des obligations d'Etat, « *la France représente le principal risque* », confirme Jonas Goltermann, de Capital Economics. La Banque de France suit cela de près. Avec une inquiétude particulière, liée aux hedge funds. Ces fonds spéculatifs représentent désormais plus de 50 % des échanges sur le marché des dettes d'Etat européennes. « *Leur retrait pourrait donc amplifier un éventuel retournement* », glisse-t-on à la Banque de France.

Comment empêcher cette bombe d'exploser ? Sur le papier, la réponse est simple : la France doit retrouver la confiance des marchés, en montrant qu'elle peut ramener le déficit public à 3 % du PIB, la condition sine qua non pour stabiliser la dette. Quand il était premier ministre (décembre 2024-septembre 2025), François Bayrou s'était engagé à atteindre cette cible en 2029. La suite a montré que dans la réalité pareil effort était politiquement compliqué à faire accepter.

La première étape du plan Bayrou consistait à réduire le déficit à 4,6 % du PIB dès 2026. Il n'en est plus question. En l'état des discussions, le projet de budget ramènerait le déficit des 5,4 % attendus en 2025 à seulement 5,3 % en 2026. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, tient à le contenir en dessous de 5 %. Grand maximum. Autant dire que trouver un budget qui satisfasse à la fois la droite, les macronistes, les socialistes et les investisseurs s'annonce ardu.